

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Il y a deux ans les ménagères manifestaient à Paris et criaient : "RAMADIER AU PANIER" On l'a mis au pouvoir...

"PAS DE JUSTE SALAIRE"

RAMADIER annonce

la grande pénitence

A peine les institutions de la IV<sup>e</sup> République sont-elles mises en place, que retentissent les déclarations de guerre aux revendications les plus légitimes de la classe ouvrière.

La déclaration ministérielle lue par Ramadier à la tribune de l'Assemblée nationale, le 21 janvier, ajoute du nouveau à l'héritage politique de de Gaulle, Bidault et Blum.

chelle mobile que l'on pourrait trouver la solution...

Cette déclaration a au moins le mérite de la franchise : pas de juste salaire, il est vrai que la plupart des journaux — « L'Humanité » et « Le Populaire » en tête — ont supprimé cette dernière phrase.

Ainsi, le nouveau gouvernement se constitue-t-il « en premier lieu » CONTRE LES JUSTES REVENDICATIONS OUVRIÈRES, tout particulièrement contre la revendication du minimum vital et contre l'échelle mobile des salaires qui résume la volonté ouvrière de conquérir la garantie du pouvoir d'achat.

Ramadier ne se contente pas de reprendre, contre les revendications ouvrières l'argument le plus séculé du patronat (la hausse des salaires provoque la hausse des prix) — comme si les salaires ne venaient pas couvrir les prix loin devant eux —, il prend ouvertement position contre le programme de l'avant-garde ouvrière, contre l'échelle mobile inscrite dans le programme du P.C.I., dans celui de tous les syndicalistes révolutionnaires et impliquée dans la résolution du dernier Congrès de la S.F.I.O.

Rien d'étonnant que, sur l'Indochine comme sur tous les autres problèmes de l'heure, la déclaration ministérielle prenne le contre-pied de toutes les aspirations des masses laborieuses : sacrifices pour les masses, guerre à la République démocratique du Viet-Nam, blocage des salaires pour les fonctionnaires et licenciements sans aucune garantie.

Ce programme a été voté à l'UNANIMITÉ.

même ! — d'être unis aux hommes

La présidence de la République et celle du Conseil des ministres sont entre les mains de la S.F.I.O. Qu'en feront-ils ? Ils se comportent en bons « gérants du capitalisme » suivant l'expression de Léon Blum, qui provoque les protestations du dernier Congrès S.F.I.O.

par Paul PARISOT

Comme l'écrivait Jules Guesde, il y a quarante ans : « La bourgeoisie a besoin de socialistes pour sauver, avec un plus d'intelligence et un peu moins de cynisme, son privilège de propriété capitaliste. » Les deux grands partis de la classe ouvrière acceptent — revendiquent

du capital par une « sévère discipline ».

Eh bien, si les chefs l'oublient, les travailleurs dans leur grande

A CLERMONT-FERRAND :

VICTOIRE PARTIELLE

aux usines Michelin

Michelin, un des plus puissants trusts français : des usines en Angleterre, en Hollande, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, en Espagne, des immeubles déployés dans tous les pays du monde, des plantations de caoutchouc immenses en Cochinchine, Citroën lui appartient ;

Michelin, patron de combat, se dressant devant les modestes revendications de ses ouvriers de Clermont-Ferrand, a subi une première défaite, un premier recul qui n'est pas d'une importance décisive mais plein de signification pour la classe ouvrière, qui prouve que les travailleurs sont les plus forts quand ils savent retrouver la voie de l'action.

Le sourd mécontentement des travailleurs

Depuis plusieurs mois déjà le mécontentement des ouvriers de chez Michelin va en s'accroissant

Le bilan pour l'année 1945 des établissements Michelin de Clermont-Ferrand accuse 170 millions de bénéfices ; pour la même année

500 millions d'augmentation du capital par l'incorporation de réserves, alors que plusieurs dizaines de millions ont été dépensés dans la reconstruction des ateliers de Caen, détruits par un bombardement.

Prétendant les frais de cette reconstruction, Michelin évita par 1945, avec l'aide des discours conciliants de la direction syndicale, une distribution de primes de fin d'année.

Des services entiers contre la direction syndicale

L'année 1946 vit la production de la usine s'élever encore, dans les profits du patron. Le coût de la vie augmenta, tandis que les travailleurs obtenaient une augmentation de 16% d'augmentation. Toutefois plusieurs milliers de travailleurs protestèrent contre la direction syndicale capitaliste de collaboration « honnête et loyale » (!) avec les patrons.

\* LIRE LA SUITE EN PAGE 4 \*

DE LA VIANDE, IL Y EN A... mais les marchands de bestiaux organisent le marché noir

A nouveau, les boucheries de Paris et des grandes villes de province se trouvent sans viande.

IL FAUT EN SORTIR

Il faut en sortir. Il ne faut pas se borner à constater la faillite de tous nos ministres du ravitaillement depuis M. Ramadier jusqu'à M. Minjoz.

LES « PLANS » MINISTERIELS

Compter sur la bonne foi de ces messieurs est par trop naïf ! Le gouvernement ne sait que leur adresser

IL Y A DE LA VIANDE

permette aux délégués des consommateurs citoyens d'entrer directement en contact avec les éleveurs.

Où l'action syndicale peut réaliser cela. Cette action seule serait efficace. Cette action seule serait efficace. Et non pas les « pélerinages » de quidistes de mettre au point ce vaste mouvement qui pour les villes et les villages de villes et des campagnes.

Maurice LIAVAL.

« LA QUILLE »

C'EST CE QUE RÉCLAMENT LES SOLDATS QUE L'ON ENVOIE CREVER EN INDOCHINE

Marseille, 15 janvier.

Le 12 janvier au matin 8.000 hommes ont quitté Toulon à bord de l'« Ile-de-France » pour aller à Hôber en Indochine.

En raison du départ de l'« Athos II », les mesures dites « de sécurité » qui sont habituellement prises, à Marseille, sur les

quais d'où l'on embarque matériel et munitions pour l'Extrême-Orient ont été renforcées.

LES DOCKS TRANSFORMÉS EN FORTERESSE

Les docks ont été transformés en terrils militaires, gardés par cinquante barrières, les entrées. Il faut montrer patte blanche pour approcher. Les docks sont fouillés. Gare à celui qui a oublié sa carte de port. On enquête. On surveille ceux qui sont suspects de mener une activité révolutionnaire.

« L'ENTHOUSIASME » DES DOCKERS ET DES SOLDATS ?

Les dockers français ne cachent pas leur dégoût de la besogne qu'ils font en chargeant les transports. Ils sont contre la guerre d'Indochine — mais ils se sont habitués à attendre les ordres de leurs dirigeants et à l'ordre qui les ferait débrayer, ils l'obéissent vainement : les « chefs » syndicaux et les partis ouvriers font de la haute politique.

« Et c'est le de Lettre de Tassiguy qu'ils nous envoient pour nous saluer ? Il peut garder son salut. Il verra la réception qu'on lui fera, le salut qu'on lui rendra : ceux de Toulon l'ont sifflé, on l'a hué et lui réclamer la quille. Qu'il ne vienne pas nous courir avec ses discours, nous voulons rentrer chez nous nous autres. Et ils ont le culot de dire que nous sommes tous volontaires. Ils n'ont qu'à les envoyer, les volontaires : il n'y en a pas un qui soit sur le quai. Qu'ils se débrouillent avec ceux-là. »

Certes, une conversation engagée avec ces soldats me prouve bientôt qu'ils ne comprennent pas le moins du monde la signification politique de cette guerre. Ils ont

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

« Pas assez souffert »

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

« Pas assez souffert »

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

quels d'où l'on embarque matériel et munitions pour l'Extrême-Orient ont été renforcées.

LES DOCKS TRANSFORMÉS EN FORTERESSE

Les docks ont été transformés en terrils militaires, gardés par cinquante barrières, les entrées. Il faut montrer patte blanche pour approcher. Les docks sont fouillés. Gare à celui qui a oublié sa carte de port. On enquête. On surveille ceux qui sont suspects de mener une activité révolutionnaire.

« L'ENTHOUSIASME » DES DOCKERS ET DES SOLDATS ?

Les dockers français ne cachent pas leur dégoût de la besogne qu'ils font en chargeant les transports. Ils sont contre la guerre d'Indochine — mais ils se sont habitués à attendre les ordres de leurs dirigeants et à l'ordre qui les ferait débrayer, ils l'obéissent vainement : les « chefs » syndicaux et les partis ouvriers font de la haute politique.

« Et c'est le de Lettre de Tassiguy qu'ils nous envoient pour nous saluer ? Il peut garder son salut. Il verra la réception qu'on lui fera, le salut qu'on lui rendra : ceux de Toulon l'ont sifflé, on l'a hué et lui réclamer la quille. Qu'il ne vienne pas nous courir avec ses discours, nous voulons rentrer chez nous nous autres. Et ils ont le culot de dire que nous sommes tous volontaires. Ils n'ont qu'à les envoyer, les volontaires : il n'y en a pas un qui soit sur le quai. Qu'ils se débrouillent avec ceux-là. »

Certes, une conversation engagée avec ces soldats me prouve bientôt qu'ils ne comprennent pas le moins du monde la signification politique de cette guerre. Ils ont

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

« Pas assez souffert »

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

« Pas assez souffert »

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

« Je viens d'écrire à maman pour lui annoncer que je partais. D'un côté, je suis content, qu'elle ignore comment se fait la guerre dans ce maudit pays. Car ce ne sera pas une guerre de tranchée, ni un combat

« Pas assez souffert »

« On dirait que les Français n'ont pas assez souffert pendant ces cinq dernières années, qu'il faut encore les envoyer souffrir en Indochine. Pendant que Leclerc et toute sa clique se promènent dans leurs avions pour venir raconter à des hobards qui maitrisent 80 % des Français écœurés. Enfin, c'est la vie... »

Editorial CONCENTRATION DÉMOCRATIQUE

C'est, applaudi par la droite, que M. Ramadier a prononcé sa déclaration ministérielle. Et M. Coste-Floret, l'un des leaders gauchistes du M.R.P., est venu lui donner l'investiture : « Je vous lais, ait-il dit, discuter le programme, mais M. le président du Conseil m'a joué un vilain tour ! Il m'a volé mon discours. »

Cela n'a pas empêché socialistes et communistes de voter peu après pour M. Ramadier, sur la base de ce programme.

Et les camarades Thorez et Duclos peuvent triompher : ils auront enfin le ministère de « concentration démocratique » qu'ils appelaient de leur vœux.

Nous demandons, au lendemain des élections : « Aurons-nous un gouvernement de Thorez au P.R.L. ? »

Nous nous étions trompés. La formation ministérielle s'arrête à M. Roelore, « républicain indépendant », du parti de M. Paul Reynaud. Le P.R.L. est absent. Il se réserve, sans doute, pour des jours meilleurs...

pur S. ROCHAL

A vrai dire, cela ne change pas grand'chose. Avec ou sans le P.R.L., ce gouvernement de « concentration démocratique » entend appliquer que le programme des capitalistes : faire payer les pauvres...

On ne stigmatisera jamais assez le rôle des chefs du Parti Communiste français dans cette affaire.

On les a vu brandir pendant quelque temps comme une menace, des revendications comme le minimum vital, le maintien des 40 heures, etc.

Il se sont servis de ces revendications qui représentent la vie quotidienne des travailleurs, qui représentent un peu moins de misère, un peu moins de souffrance pour les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, à des fins de basse politique : la conquête de quelques misérables portefeuilles.

Le Parti de la Renaissance Française va s'occuper de la Santé publique, du Travail, et de la coordination de la Défense nationale, sans oublier la « reconstruction ».

M. Thorez ne dédaignera pas de siéger une fois de plus au côté de M. Teitgen, la providence des collaborateurs, et de M. Robert Schuman, la providence des financiers.

Quel héroïsme ! Et quelle gloire rejillira sur eux !

Mais la classe ouvrière ? Et attendons les actes du conseil Marcel Fourrier, l'éditorialiste de Franc-Tireur...



MARIUS MOUTET vous avez du sang sur les mains...

ces deux années de prison et devenir paralysé et presque aveugle.

Moutet fit entendre sur tout le territoire cambodgien les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Jaurès et Romain Rolland. Tel que l'Il fut communiste, à l'époque, sous l'empire de l'agent des colonialistes M. Gaston-Joseph, l'éminence grise du ministère (récemment révoqué

par Fred ZELLER

pour collaboration), comme il l'est maintenant sous celle de d'Argenlieu et des colonialistes de la Banque d'Indochine, avec qui son fils, avocat d'affaires, avait partie liée, dit-on, dans les sections S.F.I.O.

Aux ordres de d'Argenlieu

En quittant Paris pour l'Indochine le 22 décembre, Marius Moutet déclara : « Je tiens à me rendre sur place pour essayer d'empêcher que cette guerre (1) prenne plus d'ampleur. » Dès son arrivée à Saigon il fut immédiatement « chambrière » par les colonialistes de la Résidence générale, dont la plupart d'ailleurs « collaboraient » étroitement avec les Japonais au temps de l'occupation.

Ce furent les fastueuses questions « à l'Annamite » offertes par le moins sanglant, où, entre la poire et le fromage, celui-ci dictait ses ordres, à ce personnage blafard et inconstant qu'est le ministre des Colonies.

Il partit faire quelques petites virées à droite, à gauche, et s'allua le « président Hoach », ce Laval cochinois. Avec l'espace, l'étréinte du moine sanglant se

deserrant, Moutet déclarait à son retour : « Les solutions de conciliation sont supérieures aux solutions de force, celles-ci ne peuvent qu'apporter désordre, ruine et misère. » Et le ministre, cessant de faire l'enfant, manifesta le désir d'aller à Hanoi en avion. Aussitôt la radio vietnamienne lance un message demandant une entrevue officielle entre Moutet et Ho Chi Minh.

« Mais le moine sanglant, volontiers irascible, tempéte, reprit en mains son ministre et déclara : « Il ne peut être question de faire de « la politique » alors que nous conduisons des opérations militaires. Mes conclusions sont formelles. Il est désormais impossible de traiter avec Ho Chi Minh. »

« Que pouvait-il répliquer ce triste Marius ? Faisant un tournoi à 180 degrés : « Je ne peux que laisser évoluer la situation militaire... » Et il prétend aujourd'hui « qu'il ne pouvait prendre un sérieux » l'appel de Ho Chi Minh !... »

Ce Moutet est un mouton

Quand on suit Moutet depuis son départ de Paris, jusqu'à son retour, on est frappé par le fait qu'il n'a manifesté, aucune façon, un peu de courage politique et d'indépendance. Il subit sans arrêt l'influence des colonialistes et en particulier de leur homme de main, le moine sanglant d'Argenlieu, qui le domina de plusieurs chapeteaux.

Les Viet Minh ? ces salopards !

Jusqu'au jeune Saintyves, de son vrai nom Jean Roger, commissaire de la République au Tonkin, qui déclare « vouloir désormais traiter avec d'autres personnalités que celles du Viet Minh » — « ces salopards » — comme les nomme le tenne, dans une lettre récente adressée à son père Albert Sarraut. Ce Sarraut qui lança à la tribune de la Chambre après l'autre guerre : « Le communisme, voilà l'ennemi ! » et aussi « la maison de France repose sur les pilotes coloniaux. »

Trouvera-t-on un Pétain à Hanoi ?

Quand on voit bouger les travailleurs indigènes en Indochine, en Algérie et ailleurs, on se rend compte que la maison capitaliste n'est pas très solide...

Un reportage de « LA VÉRITÉ »

L'éllixir du D<sup>r</sup> Boutbien ou le paternalisme aux Galeries Lafayette

Le délégué du Comité d'entreprise des Galeries Lafayette, qui me fait visiter le service médico-social de la maison, me conduit dans les salles de diathermie et de physiothérapie. Elles donnent une impression de netteté et de confort : des infirmières en blouse blanche expliquent le fonctionnement des appareils, une assistante sociale attachée à l'entreprise me dit que toutes les employées des Galeries Lafayette ont droit aux soins gratuits exclusivement pendant les heures de travail.



Impossible à éteindre ce feu de liberté !

Un reportage de « LA VÉRITÉ »

L'éllixir du D<sup>r</sup> Boutbien ou le paternalisme aux Galeries Lafayette

Le délégué du Comité d'entreprise des Galeries Lafayette, qui me fait visiter le service médico-social de la maison, me conduit dans les salles de diathermie et de physiothérapie. Elles donnent une impression de netteté et de confort : des infirmières en blouse blanche expliquent le fonctionnement des appareils, une assistante sociale attachée à l'entreprise me dit que toutes les employées des Galeries Lafayette ont droit aux soins gratuits exclusivement pendant les heures de travail.

Service médico-social et bas salaires

Le délégué du Comité d'entreprise me présente au docteur Léon Boutbien, par ailleurs membre du Comité directeur du Parti socialiste, qui est médecin

de l'entreprise des Galeries Lafayette. Il me dit que c'est le fonctionnement du service médico-social.

Les effets du vin tonique

Mais je rentre dans les Galeries Lafayette. Au rayon de la parfumerie, je m'approche d'une vendeuse.

« Je fais une enquête sur les conditions de travail des vendeuses des grands magasins. Pouvez-vous me dire quelque chose à ce sujet ? »

« Oh, bien sûr. Ça fait dix-huit ans que je suis dans la maison. Avec la prime d'ancienneté, je me fais cent deux cents francs net par mois. Et vous savez, le travail est fatigant, on est debout toute la journée, l'air est mauvais, nous sommes soumises à une tension nerveuse continuelle. On a demandé à avoir la carte T, mais on nous l'a refusée. »

« J'ai envie de lui demander si le vin tonique du docteur Boutbien ne l'aide pas à supporter ses fatigues, mais j'ai peur de paraître ironique. »

« Quelles sont vos revendications ? — Nous voulons la grille de deux pour cent sur le chiffre d'affaire total. Avant la guerre, la grille était individuelle et cela créait des jaloux car des rayons vendent plus que d'autres, par exemple, le rayon de blanc au mois de janvier. En 1940, la grille a été supprimée. Nous voulons qu'elle soit rétablie. »

LIRE LA SUITE EN PAGE 4



# Le complot contre le peuple espagnol

## GIRAL est encore trop «REPUBLICAIN» POUR REMPLACER FRANCO

L'alignement du fameux général Aranda, en résidence forcée aux Baléares, éclairé d'un jour particulier la décomposition de l'appareil franquiste. Cette décomposition ne fait que suivre une mesure similaire décrétée au mois de février contre une autre personnalité importante du franquisme : le général Kindlan.

### Le rôle des ambassades anglaise et américaine à Madrid

L'Associated Press a donné tout récemment une information sur les démarches réalisées à Madrid par l'ambassade anglaise et pour assurer une succession éventuelle de Franco. Des démarches similaires sont faites par l'ambassade américaine et le but de ces négociations, déclare l'Associated Press, est la constitution d'un gouvernement pour maintenir l'ordre et la stabilité des affaires publiques, jusqu'à ce que l'on puisse convoquer des élections dans toutes les garanties. » Garanties dans le genre de celles que l'on assure en Grèce, probablement.

Par ailleurs le journal conservateur anglais Evening Standard décrit les allées et venues entre Madrid et le Portugal, fief des éléments monarchistes. On essaie aussi de ce côté de mettre sur pieds une « coalition » : un gouvernement provisoire avec des éléments franquistes, monarchistes et certains éléments de « gauche ». Ce gouvernement convoquerait les élections au bout d'un délai de six mois.

Comme l'on voit, il y a même une certaine concurrence dans les marchandises soldées avec Franco.

Du côté « républicain », on est prêt à écouter la voix des sirènes... Quant aux directions ouvrières traditionnelles espagnoles, elles se font les complices d'une politique de capitulation. Par exemple : Prieto a prononcé à Mexico un discours dans lequel il a attaqué violemment Martinez Barrio et le gouvernement Giral. « Si demain mon devoir d'Espagnol », a déclaré Prieto, m'oblige à prendre une responsabilité en Espagne, je le ferai même si cette action était contraire à mon rôle de leader socialiste. »

D'autre part, il a été publié en Espagne un manifeste de l'Alliance républicaine, qui groupe les quelques survivants des anciens partis républicains petits bourgeois, et qui participe à l'Alliance nationale des forces démocratiques. « Nous ne voyons pas d'obstacle dit ce manifeste, à ce que d'autres forces s'unissent en face de Franco demandant au peuple de décider de son destin par le moyen d'un plébiscite. » Abandonnant même la perspective Giral, ces maigres sont prêts à s'entendre avec les monarchistes et les militaires.

Le gouvernement Giral en liquidation

Ces jours-ci devait avoir lieu une réunion de la direction socialiste espagnole avec les ministres du parti, pour décider du retrait éventuel des ministres socialistes du gouvernement Giral, pour faciliter

## PENDANT CE TEMPS LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS DÉVELOPPENT LA LUTTE...

Madrid, 15 janvier (A. P.). — Un porte-parole du Conseil national des Syndicats, socialisme placé sous le contrôle du gouvernement franquiste, a déclaré hier que deux tiers des quelques 3.000 ouvriers qui se sont récemment déclarés en grève avaient repris le travail.

Le mouvement gréviste qui n'a cessé de croître depuis quelques semaines dans la Catalogne et le Pays Basque, a gagné maintenant la région de Madrid. Toutes les grèves sont illégales selon la législation sociale franquiste. Les ouvriers réclament une réduction des charges sociales, notamment des assurances, et des améliorations dans les conditions de travail, ainsi que des augmentations de salaires de l'ordre de 25 %.

La fonderie d'aluminium la plus importante de l'Espagne qui se trouve à Madrid, a défilé ses portes samedi, à la suite du débrayage de plus de 1.000 ouvriers. (Associated Press.)

La conclusion du grand accord avec les monarchistes. Nous ne savons pas encore le résultat de cette réunion. Giral lui-même sent venir le vent et il le terrain dans le même sens. Dans le numéro du 17 janvier d'El Socialista, organe des socialistes espagnols, nous lisons : « L'impulsion d'un changement d'orientation du gouvernement est en cours. Le président du Conseil lui-même, dans une réunion ministérielle du 27 décembre, a reconnu que nous nous trouvons dans une situation nouvelle, malgré la « bonne volonté » de Giral, qui est prêt à toutes les capitulations nécessaires pour conserver son poste, il n'a pas une bonne presse parmi les organisations politiques... qui composent son gouvernement. Le journal Heraldo de Espana écrit dans son numéro : « Il y a seulement un point mort dans tout cela. C'est l'existence négative du soldat en gouvernement » Giral. »

Espana libre, organe de la C.N.T., a deux ministres au gouvernement, est encore plus franc : « Si nous examinons le contenu des notes publiées par l'O.N.U., toute possibilité est écartée que le gouvernement Giral remplace Franco... Il faut définir une nouvelle orientation plus en accord avec les recommandations qui découlent des accords internationaux. »

Le piège de l'antistalinisme sans principes

Les stalinistes deviennent du coup les meilleurs partisans du gouvernement Giral, malgré la « bonne volonté » de Giral, qui est prêt à toutes les capitulations nécessaires pour conserver son poste, il n'a pas une bonne presse parmi les organisations politiques... qui composent son gouvernement. Le journal Heraldo de Espana écrit dans son numéro : « Il y a seulement un point mort dans tout cela. C'est l'existence négative du soldat en gouvernement » Giral. »

Devant l'extension rapide du mouvement aux camionneurs de Halles et aux dockers, et l'arrêt total de l'arrivée du ravitaillement, le gouvernement travailliste se comportait en vulgaire briseur de grève et avait recours à la troupe pour achever les vivres. Cette décision provoqua d'ailleurs de violents remous dans l'opinion publique et des menaces de grève de solidarité.

A l'issue de la réunion tenue le 16 janvier, le secrétaire du syndicat des employés des transports, Arthur Deakin, déclara qu'un accord était intervenu entre les représentants des grévistes et les représentants patronaux. Ces derniers acceptaient la journée de huit heures avec paiement des heures supplémentaires et donnaient l'assurance qu'aucune mesure répressive ne serait prise contre les grévistes.

Ce mouvement dont le retentissement a été énorme a démontré avec éclat l'impérialisme du gouvernement travailliste à résoudre socialement les problèmes qui se posent actuellement en Grande-Bretagne.

ESPAGNE

Dans la gare de San Andréu, près de Barcelone un incendie a détruit totalement d'importants stocks de marchandises destinés aux troupes frontalières. Cet incendie est dû au sabotage effectué par des éléments révolutionnaires clandestins.

ITALIE

L'augmentation constante du coût de la vie provoque des manifestations dans tout le pays. A Molletta, les ouvriers du port se sont mis en grève. A Rome une grève des ouvriers typographes est prévue pour cette semaine ainsi qu'une manifestation organisée par la Fédération des Anciens Combattants.

400.000 ouvriers du textile menacent de se mettre en grève si leurs salaires ne sont pas augmentés.

PARAGUAY

Le ministère de l'Intérieur a remis en vigueur le décret anticommuniste de 1936, tombé en désuétude. Aux termes de ce décret, toute activité communiste pourra être frappée de peines allant jusqu'à quatre ans de prison. En outre le président de la République peut, dans l'intérêt public (1), faire interner ou déposer toute personne susceptible d'activité communiste.

# VICTOIRE

## A bas la guerre d'Indochine!

### LES SOLDATS NE VEULENT PAS PARTIR COMMENT ILS PARTENT

(Suite de la page 1)

la conviction — justifiée, hélas ! — d'être des victimes, mais ils ne sentent pas que ceux qui ont le droit de l'envie combattre sont les victimes des mêmes ennemis. Au contraire, ils rendent les

même relèvent à peine de maladie : on embarque tout le monde sans rien accorder et en dépit de toutes les promesses. Nouvelles recrues, vieux bristards en instance de démobilisation racolés dans toute la France,

Par un matin blême de janvier, ces soldats sont partis vers le port, vers la guerre sans merci.

La ChAIR A CANON DES BANQUIERS

Et pourtant, rien de commun entre ces garçons et les criminels qui les mènent à la boucherie. Rien de commun entre les gars qui s'en vont sans avoir passé même une visite médicale, sans soins, sans examen, sans vaccination, et les canotiers galonnés qui vont et viennent pour faire des discours. Ceux-ci s'entassent dans les entreponts et les cales de navires qui, comme l'« Athos-II », aménagés avec le confort que l'on peut imaginer pour le transport des travailleurs et coolies indochinois, rappellent de bien mauvais souvenirs.

Beaucoup, anciens F.R.I. engagés pour la durée de la guerre, déclinent être libérés dans quelques semaines ou quelques mois. Certains ne sont pas rentrés dans leur foyer depuis quinze et même dix-sept mois. Ils avaient droit à une permission : on leur a supprimé cette joie pour pouvoir les embarquer plus sûrement. Quelques-uns

Henri VALLIN.

## Le bureaucratie syndicale reconnaît la grève au bout de trois semaines

C'est alors que les dirigeants du syndicat organisent une assemblée générale des grévistes qui réunit plus de 8.000 travailleurs au Palais des Sports d'Anvers.

Sous les huées de l'assistance, ils osent reconnaître la responsabilité des patrons pour les déplacements effectués en dehors des heures de travail. Les patrons n'avaient pas accepté les propositions, ils étaient prêts à reconnaître la grève et à soutenir financièrement les ouvriers.

Présentement acclamé par ses 8.000 camarades, le militant syndicaliste révolutionnaire Dorremans monta à la tribune et déclara la manœuvre des « bureaucraties » qui maintiennent pendant la durée d'un mouvement qu'ils avaient initié au début. Il opposa à leur « reconnaissance » la nécessité d'augmenter le salaire de combat de rapport avec la hausse du coût de la vie. Son discours, qui l'organe capitaliste d'Anvers De Nieuwe Gazet a qualifié de « magnifique improvisation enflammée », se termina par un appel à la grève générale.

Les dockers obtiennent satisfaction

Les grévistes ayant refusé de prendre en considération toute proposition tendant à reconnaître la grève, les patrons ont dû reconnaître leur défaite.

Les ouvriers ont obtenu une augmentation sur salaire de 30 % et un retour d'esprit de combativité. L'action de classe venait de prouver une fois de plus qu'elle est la seule arme efficace aux mains des travailleurs.

Henri VALLIN.

## La lutte des partisans

Une bande royaliste a massacré toute la population du village de Xyroviani.

Le rédacteur en chef du journal « Eleftheria » de Salonique a demandé dans un article pour quelles raisons aucune mesure n'a été prise contre cette bande. Il vient d'être condamné à 10 ans de prison pour « activité anti-gouvernementale ». Tous les membres du personnel du journal ont été arrêtés.

Dans la prison de Yanitsa les partisans âgés de 15 à 70 ans sont confinés par groupes de cinquante-six dans des cellules de dix mètres sur quatre. Ils n'ont pas de paille. Les blessés ont la gangrène.

Le régime d'Othon I<sup>er</sup>

Othon I<sup>er</sup> arriva en Grèce accompagné d'une foule de conseillers et de fonctionnaires bavarois ainsi que d'un contingent de 4.000 mercenaires. Les Grecs ne se soulevèrent pas. Et lorsque la Grèce décréta la dissolution des troupes grecques et le désarmement des combattants de la révolution, la situation s'aggrava. Les « Klepys » regagnèrent la montagne et le pouvoir central perdit tout contrôle sur la campagne.

La monarchie constitutionnelle

La nuit du 2 au 3 septembre 1843 les « masses populaires » expulsées se soulevèrent. L'armée s'unit au peuple. Le palais royal fut saisi et Othon obligé de signer la constitution. Pour la première fois le peuple fut appelé aux urnes et pour la première fois un gouvernement constitutionnel se forma. Tout cela avait fortement inquiété la diplomatie anglaise. Appuyé par elle, et le premier moment du danger passé l'Othon tenta

de reprendre la situation en main. Il licencia ses ministres et décida d'assumer personnellement les fonctions de président de la République. Une nouvelle révolte l'obligea à y renoncer.

Trois partis politiques se formèrent dont la lutte exprimit nettement les antagonismes des grandes « puissances » comme l'« anglophile », le parti « russe-phil » et le parti « francophile ».

La guerre de Crimée

Longue la guerre de Crimée éclata, en 1857, la diplomatie russe, faisant miroiter la couronne de Byzance, réussit à entraîner Othon à déclarer la guerre à la Turquie. La flotte anglo-française remonta le Bosphore et la flotte britannique déclara le blocus et adressa un ultimatum au roi de Grèce. L'occupation dura bien longtemps jusqu'à la fin de la guerre. L'Angleterre s'y opposa. Le roi fut enfermé au palais, mais il continua à « régner » sous la tutelle de l'ambassadeur britannique.

Le 10 octobre 1862 le peuple se souleva de nouveau. Cette fois, Othon abdiqua. La diplomatie anglaise se mit à la recherche de son remplaçant. Ce fut une tâche très difficile, les princes européens n'ayant aucune envie de s'offrir sur un trône aussi incommode. On finit par trouver un. Petit cousin de la reine Victoria, Georges I<sup>er</sup>, fils du roi de Danemark, débarqua en Grèce escorté d'une puissante flotte britannique. Pour calmer le peuple, l'Angleterre « offrit » au nouveau roi les lions de Saint-Marc, le rôle du roi « démocratique ». Il épousa une princesse russe. Mais il resta un agent fidèle de l'Angleterre jusqu'au moment où, en 1912, en pleine guerre balkanique, un « terroriste » mystérieux le tua à Salonique.

L'apparition de la nouvelle bourgeoisie grecque

Les débuts du règne de Georges I<sup>er</sup> correspondent à une nouvelle étape dans l'évolution économique et sociale de la Grèce. Une crise monétaire avait ébranlé le pays pendant la guerre de Crimée. La baisse de la drachme défavorisait la « réassurance ». Une partie du capital « usurier » cherchait des placements dans des entreprises industrielles et commerciales. Des capitaux étrangers furent employés à la construction des premiers réseaux ferroviaires et à l'aménagement de ports maritimes et de la flotte commerciale grecque qui, plus tard, devait devenir des plus remarquables du monde.

Le 25 décembre dernier, « La République » a été créée dans le territoire de Beaufort, un camp de travailleurs indochinois. N.B.L.R., qui est une insulte aux dix millions de travailleurs indochinois, a été créée dans le territoire de Beaufort.

Le 25 décembre, les travailleurs vietnamiens ont envoyé la lettre suivante au chef du gouvernement et au ministre de l'Intérieur.

« Avant que nous ne soyons envoyés dans les régions de Saint-Maurice, de Reynard et de Neuville, causant des dégâts, nous protestons énergiquement contre les actes de provocation odieuse de la part des militaires réactionnaires qui veulent saboter l'amitié franco-vietnamienne. »

La guerre de Crimée de nouveau au Viet-Nam. Est-ce la raison pour nous faire supporter les conséquences ? Nous avons été requis pour la France et 7 sommes restés depuis huit ans

même relèvent à peine de maladie : on embarque tout le monde sans rien accorder et en dépit de toutes les promesses. Nouvelles recrues, vieux bristards en instance de démobilisation racolés dans toute la France,

Par un matin blême de janvier, ces soldats sont partis vers le port, vers la guerre sans merci.

La ChAIR A CANON DES BANQUIERS

Et pourtant, rien de commun entre ces garçons et les criminels qui les mènent à la boucherie. Rien de commun entre les gars qui s'en vont sans avoir passé même une visite médicale, sans soins, sans examen, sans vaccination, et les canotiers galonnés qui vont et viennent pour faire des discours. Ceux-ci s'entassent dans les entreponts et les cales de navires qui, comme l'« Athos-II », aménagés avec le confort que l'on peut imaginer pour le transport des travailleurs et coolies indochinois, rappellent de bien mauvais souvenirs.

Beaucoup, anciens F.R.I. engagés pour la durée de la guerre, déclinent être libérés dans quelques semaines ou quelques mois. Certains ne sont pas rentrés dans leur foyer depuis quinze et même dix-sept mois. Ils avaient droit à une permission : on leur a supprimé cette joie pour pouvoir les embarquer plus sûrement. Quelques-uns

Henri VALLIN.

La lutte des partisans

Une bande royaliste a massacré toute la population du village de Xyroviani.

Le rédacteur en chef du journal « Eleftheria » de Salonique a demandé dans un article pour quelles raisons aucune mesure n'a été prise contre cette bande. Il vient d'être condamné à 10 ans de prison pour « activité anti-gouvernementale ». Tous les membres du personnel du journal ont été arrêtés.

Dans la prison de Yanitsa les partisans âgés de 15 à 70 ans sont confinés par groupes de cinquante-six dans des cellules de dix mètres sur quatre. Ils n'ont pas de paille. Les blessés ont la gangrène.

Le régime d'Othon I<sup>er</sup>

Othon I<sup>er</sup> arriva en Grèce accompagné d'une foule de conseillers et de fonctionnaires bavarois ainsi que d'un contingent de 4.000 mercenaires. Les Grecs ne se soulevèrent pas. Et lorsque la Grèce décréta la dissolution des troupes grecques et le désarmement des combattants de la révolution, la situation s'aggrava. Les « Klepys » regagnèrent la montagne et le pouvoir central perdit tout contrôle sur la campagne.

La monarchie constitutionnelle

La nuit du 2 au 3 septembre 1843 les « masses populaires » expulsées se soulevèrent. L'armée s'unit au peuple. Le palais royal fut saisi et Othon obligé de signer la constitution. Pour la première fois le peuple fut appelé aux urnes et pour la première fois un gouvernement constitutionnel se forma. Tout cela avait fortement inquiété la diplomatie anglaise. Appuyé par elle, et le premier moment du danger passé l'Othon tenta

de reprendre la situation en main. Il licencia ses ministres et décida d'assumer personnellement les fonctions de président de la République. Une nouvelle révolte l'obligea à y renoncer.

Trois partis politiques se formèrent dont la lutte exprimit nettement les antagonismes des grandes « puissances » comme l'« anglophile », le parti « russe-phil » et le parti « francophile ».

La guerre de Crimée

Longue la guerre de Crimée éclata, en 1857, la diplomatie russe, faisant miroiter la couronne de Byzance, réussit à entraîner Othon à déclarer la guerre à la Turquie. La flotte anglo-française remonta le Bosphore et la flotte britannique déclara le blocus et adressa un ultimatum au roi de Grèce. L'occupation dura bien longtemps jusqu'à la fin de la guerre. L'Angleterre s'y opposa. Le roi fut enfermé au palais, mais il continua à « régner » sous la tutelle de l'ambassadeur britannique.

Le 10 octobre 1862 le peuple se souleva de nouveau. Cette fois, Othon abdiqua. La diplomatie anglaise se mit à la recherche de son remplaçant. Ce fut une tâche très difficile, les princes européens n'ayant aucune envie de s'offrir sur un trône aussi incommode. On finit par trouver un. Petit cousin de la reine Victoria, Georges I<sup>er</sup>, fils du roi de Danemark, débarqua en Grèce escorté d'une puissante flotte britannique. Pour calmer le peuple, l'Angleterre « offrit » au nouveau roi les lions de Saint-Marc, le rôle du roi « démocratique ». Il épousa une princesse russe. Mais il resta un agent fidèle de l'Angleterre jusqu'au moment où, en 1912, en pleine guerre balkanique, un « terroriste » mystérieux le tua à Salonique.

même relèvent à peine de maladie : on embarque tout le monde sans rien accorder et en dépit de toutes les promesses. Nouvelles recrues, vieux bristards en instance de démobilisation racolés dans toute la France,

Par un matin blême de janvier, ces soldats sont partis vers le port, vers la guerre sans merci.

La ChAIR A CANON DES BANQUIERS

Et pourtant, rien de commun entre ces garçons et les criminels qui les mènent à la boucherie. Rien de commun entre les gars qui s'en vont sans avoir passé même une visite médicale, sans soins, sans examen, sans vaccination, et les canotiers galonnés qui vont et viennent pour faire des discours. Ceux-ci s'entassent dans les entreponts et les cales de navires qui, comme l'« Athos-II », aménagés avec le confort que l'on peut imaginer pour le transport des travailleurs et coolies indochinois, rappellent de bien mauvais souvenirs.

Beaucoup, anciens F.R.I. engagés pour la durée de la guerre, déclinent être libérés dans quelques semaines ou quelques mois. Certains ne sont pas rentrés dans leur foyer depuis quinze et même dix-sept mois. Ils avaient droit à une permission : on leur a supprimé cette joie pour pouvoir les embarquer plus sûrement. Quelques-uns

Henri VALLIN.

La lutte des partisans

Une bande royaliste a massacré toute la population du village de Xyroviani.

Le rédacteur en chef du journal « Eleftheria » de Salonique a demandé dans un article pour quelles raisons aucune mesure n'a été prise contre cette bande. Il vient d'être condamné à 10 ans de prison pour « activité anti-gouvernementale ». Tous les membres du personnel du journal ont été arrêtés.

Dans la prison de Yanitsa les partisans âgés de 15 à 70 ans sont confinés par groupes de cinquante-six dans des cellules de dix mètres sur quatre. Ils n'ont pas de paille. Les blessés ont la gangrène.

Le régime d'Othon I<sup>er</sup>

Othon I<sup>er</sup> arriva en Grèce accompagné d'une foule de conseillers et de fonctionnaires bavarois ainsi que d'un contingent de 4.000 mercenaires. Les Grecs ne se soulevèrent pas. Et lorsque la Grèce décréta la dissolution des troupes grecques et le désarmement des combattants de la révolution, la situation s'aggrava. Les « Klepys » regagnèrent la montagne et le pouvoir central perdit tout contrôle sur la campagne.

La monarchie constitutionnelle

La nuit du 2 au 3 septembre 1843 les « masses populaires » expulsées se soulevèrent. L'armée s'unit au peuple. Le palais royal fut saisi et Othon obligé de signer la constitution. Pour la première fois le peuple fut appelé aux urnes et pour la première fois un gouvernement constitutionnel se forma. Tout cela avait fortement inquiété la diplomatie anglaise. Appuyé par elle, et le premier moment du danger passé l'Othon tenta

de reprendre la situation en main. Il licencia ses ministres et décida d'assumer personnellement les fonctions de président de la République. Une nouvelle révolte l'obligea à y renoncer.

Trois partis politiques se formèrent dont la lutte exprimit nettement les antagonismes des grandes « puissances » comme l'« anglophile », le parti « russe-phil » et le parti « francophile ».

La guerre de Crimée

Longue la guerre de Crimée éclata, en 1857, la diplomatie russe, faisant miroiter la couronne de Byzance, réussit à entraîner Othon à déclarer la guerre à la Turquie. La flotte anglo-française remonta le Bosphore et la flotte britannique déclara le blocus et adressa un ultimatum au roi de Grèce. L'occupation dura bien longtemps jusqu'à la fin de la guerre. L'Angleterre s'y opposa. Le roi fut enfermé au palais, mais il continua à « régner » sous la tutelle de l'ambassadeur britannique.

Le 10 octobre 1862 le peuple se souleva de nouveau. Cette fois, Othon abdiqua. La diplomatie anglaise se mit à la recherche de son remplaçant. Ce fut une tâche très difficile, les princes européens n'ayant aucune envie de s'offrir sur un trône aussi incommode. On finit par trouver un. Petit cousin de la reine Victoria, Georges I<sup>er</sup>, fils du roi de Danemark, débarqua en Grèce escorté d'une puissante flotte britannique. Pour calmer le peuple, l'Angleterre « offrit » au nouveau roi les lions de Saint-Marc, le rôle du roi « démocratique ». Il épousa une princesse russe. Mais il resta un agent fidèle de l'Angleterre jusqu'au moment où, en 1912, en pleine guerre balkanique, un « terroriste » mystérieux le tua à Salonique.

## GUERRE D'INDOCHINE

### Guerre des BANQUIERS

Au moment où, de leur propre aveu, Hanoi est « aux trois quarts brûlé » par l'armée des colonialistes, les valets de plume de la bourgeoisie rivalisent d'ingénierie dans leurs appels à la haine contre le peuple vietnamien.

Les troupes d'occupation « françaises », hospitalières pour les SS allemands, les miliciens libérés et les bandits de droit commun, pillent, violent et massacrent sous les ordres du caquillard Leclerc de Hauteclouque (beau-frère de de

Wendel), le moine d'Argenlieu et le ministre « socialiste » Moutet (père de l'avocat de la Banque d'Indochine) décrètent le S. P. O. en Cochinchine, installent un Quinling à Saigon, interdisent les réunions et les journaux démocratiques, refusent, malgré leurs belles promesses, de procéder à une consultation

populaire, mais c'est la résistance Silence, faussaires ! L'impérialisme est caractérisé d'abord par l'exportation du capital financier. Or, comme le montre le tableau ci-dessous, depuis la provocation française du 18 décembre, qui provoqua la riposte du Viet-Nam, les actions indochinoises des capitalistes n'ont cessé de monter en Bourse.

Ces chiffres sont par eux-mêmes assez éloquents. Mais il y a mieux : leur coup de main, par contre, les opérations militaires. Le 19 décembre, les Français occupent les ministères vietnamiens des Finances et des Communications à Hanoi : les Charbonnages du Nord gagnent 50 points ; les Mines d'Indochine, 48 points ; les Distilleries, 44 points ; les Caoutchoucs, 25 points. Le 23 décembre, par contre, les situations vietnamiennes s'établissent à toute l'Indochine du Nord : les Charbonnages perdent 10 points ; les Mines, 55 points ; les Distilleries, 35 points ; les Caoutchoucs, 55 points ; le Cambodge, 75 points. Le 25, Leclerc part pour l'Indochine, l'Assemblée française vote unanimement les crédits militaires ; montent à 2.150 2.350 Bourse. « Les valeurs indochinoises bénéficient de plus-values spectaculaires », écrit le Figaro. Etc.

« Ainsi, le CAMBODGE, seul des chiffres est clair : il montre que chaque victoire de Leclerc d'Argenlieu est une victoire pour les capitalistes, et que chaque victoire du Viet-Nam est un coup porté aux capitalistes. Travailleurs français et vietnamiens doivent s'unir dans la lutte contre leurs exploitateurs communs. De chaque usine, de chaque chantier, de chaque bureau, de chaque village, de chaque école doit partir la lutte contre les valets de plume qui exploitent les travailleurs aux bourses du peuple vietnamien : PAS UN HOMME, PAS UN SOU POUR LA GUERRE D'INDOCHINE ! »

André REVEL.

## ODEUX ATTENTATS CONTRE LES CAMPS de travailleurs vietnamiens en France

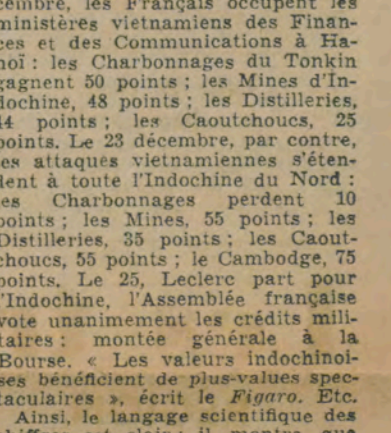
Enragés par l'opiniâtreté et héroïque résistance vietnamienne, les réactionnaires français se vengent contre les travailleurs vietnamiens sans défense qui résident en France.

Tandis que des attentats se multiplient, la presse prépare l'opinion française à interpréter comme le résultat de querelles intestines entre Vietnamiens.

Le 25 décembre dernier, « La République » a été créée dans le territoire de Beaufort, un camp de travailleurs indochinois. N.B.L.R., qui est une insulte aux dix millions de travailleurs indochinois, a été créée dans le territoire de Beaufort.

Cette lettre, signée de prétendus parents de volontaires, protestait en outre contre cette infamieuse inscription qui fut communiquée à toute la presse.

« Or, dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, des individus ont pénétré dans la caserne d'Offemont et ont abattu le mât et le drapeau rouge du Viet-Nam.



— Vasy, mon garçon ! Tue-le pour remplir mes coffres-forts !

Table with 2 columns: TITRES and Dates (December 1946 and January 1947). Rows include Banq. d'Indoch., Créd. Fonc. Ind., Eaux Indoch., Charb., Min. Métal Ind., Distilleries Ind., Ciment Indoch., Koutch. Ind., and Cambodge.

viennienne, ses franc-tireurs des Cam-Tu et ses milices patriotiques du Tu-Ve que la soldatesque française se venge contre les travailleurs vietnamiens sans défense qui résident en France.

« Comme le voleur qui crie : Au voleur ! », les larbins du Viet-Nam... d'impérialisme !

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

« Elle continuera à mener campagne pour l'indépendance complète du Viet-Nam et pour la transmission entre prolétaires français et vietnamiens contre les requins de la banque d'Indochine, leurs nervis et leurs complices. »

## Merci aux camarades Vietnamiens

Faisant preuve d'un admirable esprit de solidarité prolétarienne, les travailleurs vietnamiens continuent à envoyer des souscriptions à l'administration de « La Vérité ».

Le 26 décembre, les travailleurs vietnamiens de Careaux 205 ont envoyé un message de félicité et de notre soutien fidèle à la doctrine du P.G.I.

« Les camarades de Berreux nous ont adressé leur sincère sympathie en nous souhaitant une « bonne nuit » et « une bonne nuit ».

# LIBRE ET L'ÉCLAIRÉ

## Le pétrole dans les Pyrénées

### LA RÉGIE AUTONOME ENGRAISSE LES INTERMÉDIAIRES

M. Blum, dans une élégante improvisation reprise par Jouhaux et Frachon, vient de déclarer :  
« La durée de la semaine de travail légale est de quarante heures. La durée normale est de quarante-huit heures ».

Ainsi, une des conquêtes essentielles de juin 1936, qui ont permis, Blum, mais des travailleurs en grève, risque d'être foulée aux pieds par le plus grand profit des patrons.

Blum, Jouhaux et Frachon spéculent sur la misère des travailleurs pour imposer la semaine de quarante-huit heures. En effet, ils pensent que les huit heures supplémentaires majorées seront acceptées, bon gré mal gré, par les salariés, parce que cela permettrait d'accroître le paye. Et il est vrai que beaucoup ne voient pas d'autres moyens de gagner un peu plus que par l'augmentation de l'horaire. En réalité ce raisonnement est faux, et nous allons le démontrer.

### Les 48 heures c'est la misère

La C.G.T. accepte déjà que le minimum frontal soit calculé sur la base de quarante-huit heures. Examinons cette duplicité. 7.000 francs par mois sur la base de quarante heures, cela fait 175 fr. 40 l'heure. Mais comme tenu à majorité 25 p. 100 des heures supplémentaires sur la base de quarante-huit heures, cela abaisse le taux horaire à 33 fr. 20. En ce tour de passe-passe, la réalisation de salaires est diminuée de 700 francs par mois. Et, en moyenne, ce que demandera la C.G.T. ne sera pas plus élevé que de 2 à 3 francs de l'heure. Frachon a beau s'écrier à l'explication, du haut de la tribune du C.C.N., que le pouvoir d'achat ouvrier s'est abaissé de 20 p. 100 depuis juillet 1946 du fait de la hausse des prix, il accepte purement et simplement cet abaissement du pouvoir d'achat ouvrier en ne revendiquant que 7.000 francs minimum et sur la base de quarante-huit heures. Lui et son collègue Jouhaux marchent

### Les 48 heures, c'est le licenciement pour les fonctionnaires

M. le Grand Capital, la Banque d'Indochine ont besoin de crédits pour financer la reprise et la guerre coloniale. M. Philip, le gérant loyal du système capitaliste, obtient le budget affecté à la fonction publique, on augmentera de 46 pour cent le budget de la guerre. Et pour compenser on licenciera le personnel des administrations centrales, les auxiliaires des P.T.T., etc. Le jeune, ministre des Anciens Combattants a commencé la musique. Et le personnel de son ministère a bien raison de s'opposer à ces licenciements. Car après avoir obtenu le budget de la guerre, il licencie, le gouvernement élève évidemment l'horaire du travail à quarante-huit heures. Pendant ce

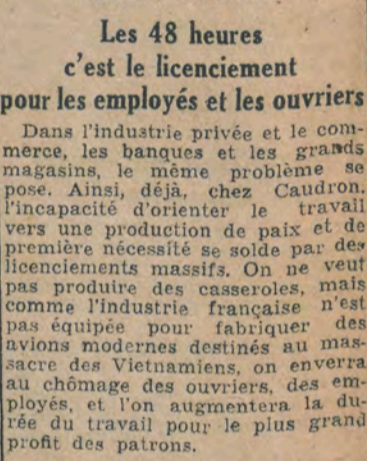
### Les 48 heures, c'est le licenciement pour les employés et les ouvriers

Dans l'industrie privée et le commerce, les banques et les grands magasins, le même principe se pose. Ainsi, déjà, chez Caudron, l'incapacité d'orienter le travail vers une production de paix et de première nécessité se solda par des licenciements massifs. On ne veut pas produire des casseroles, mais comme l'industrie française n'est pas équipée pour fabriquer des avions modernes destinés au massacre des Vietnamiens, on enverra au chômage des ouvriers, des employés, et l'on augmentera la durée du travail pour le plus grand profit des patrons.

Aussi, de quelque manière qu'on retourne la question, il apparaît bien que les quarante-huit heures font partie d'un vaste plan d'ensemble contre le minimum vital, contre le niveau de vie des masses. Les travailleurs de toutes les corporations ont le droit de se révolter et de valloir quarante-huit heures. Ils doivent lutter pour un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile sur la base des quarante heures.

Si le patronat et le gouvernement sont incapables de fournir du travail à un salaire décent ; diminution de l'horaire avec même traitement.

Pierre BOUSSEL.



Benoit Frachon

## LA GRÈVE DU PERSONNEL du Ministère des Anciens Combattants

Pour un coup d'essai, Max Lejeune, le ministre temporaire des Anciens Combattants, a tenu un coup de maître. Il a réussi à unir, contre sa décision de licenciement, l'ensemble du personnel : titulaires et contractuels, temporaires et auxiliaires, qu'ils soient de la C.G.T. ou de la C.F.T.C., unitaires ou confédérés, soit 15.000 employés, à Paris et en province. La première tranche de licenciement dont il s'agit fait partie d'un plan d'ensemble de compressions administratives élaboré par Philip, le ministre « associatif », qui déclare notamment que ce ministère doit « donner l'exemple d'un sacrifice exceptionnel à l'avant-garde des autres administrations ». En fait, l'avant-garde a répondu comme il se doit par la seule riposte possible : la grève.

La, encore, les socialistes ont voulu l'appareiller comme les généraux dédaignés et agités de la bourgeoisie et « épurer » ce ministère où le parti communiste tient des postes importants. L'opération a été menée dans des conditions de hâte et d'improvisation telle que la commission des méthodes qui figurent les délégués syndicaux n'a pas été consultée. Ceci constitue une grave violation du statut de la fonction publique qui devait protéger la réaction de solidarité la plus saine.

### Offensive policière et riposte

Malgré l'offensive de la police, du ministre socialiste Depoux, qui utilise un souverain pour chasser les plaignants de grève du 27, rue de Belchasse, siège du ministère, et même une offensive en règle en forçant les portes du centre de réforme 139, rue de Bercy, les grévistes tiennent jusqu'à satisfaction complète. Ils obligent même les ministres socialistes à consulter les représentants du personnel avant de prendre toute décision de licenciement. Ils n'oublient pas non plus que cette lutte est liée à l'application des clauses du statut de la fonction publique qui font l'objet de ces discussions : détermination du minimum vital, salaire de base calculé à 120 % de ce minimum vital, reclassement de la fonction publique et avance professionnelle substantielle en tant que des salaires les plus bas.

Seule la grève étendue aux administrations qui nous ont déjà fait part de leur solidarité peut faire céder la haute administration des Finances. Ce moyen ne doit pas être compris comme un pis-aller temporaire, au contraire, comme la seule solution qui permettra de faire rapidement élargir les objectifs du mouvement, hier la lutte à celle de tous les fonctionnaires, voilà la route de succès. Seule une action unitaire et générale des fonctionnaires peut rendre impossible le retour de provocations policières dans le genre de celles de ces jours-ci.

PRADALES.

### Maintien des 40 heures

Aussi, de quelque manière qu'on retourne la question, il apparaît bien que les quarante-huit heures font partie d'un vaste plan d'ensemble contre le minimum vital, contre le niveau de vie des masses. Les travailleurs de toutes les corporations ont le droit de se révolter et de valloir quarante-huit heures. Ils doivent lutter pour un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile sur la base des quarante heures.

Si le patronat et le gouvernement sont incapables de fournir du travail à un salaire décent ; diminution de l'horaire avec même traitement.

Pierre BOUSSEL.

## LES TRAVAILLEURS à l'action

### RÉGION PARISIENNE

#### A l'ex-C.E.F.M. (Gaz de banlieue)

Las de faire antichambre dans les ministères et cédant à l'impitoyance de la base, la C.G.T. du syndicat du gaz de banlieue (ex-C.E.F.M.) a décidé de donner une grève d'avertissement d'une heure, le mercredi 8 janvier.

A l'issue de cet arrêt de travail, un ordre du jour a été remis à chaque chef d'inspection pour être transmis au « Gaz de France ».

Nous y demandons :

- 1° L'intégration immédiate dans le barème du statut national avec une classification égale à celle du Gaz de Paris.
- 2° Un complément d'augmentation de 5,33 0/0.
- 3° Nous nous déclarons prêts à entrer dans une action prolongée.

Un bon point à notre syndicat, mais qu'il ne s'arrête pas en route et ne cède pas aux calomnies qui peuvent s'abattre sur lui.

Il faut exiger, aussi, avec un minimum vital décent, l'échelle mobile des salaires pour le garant.

On trouve de l'argent pour les anciens actionnaires sous forme d'indemnités scandaleuses. Exigeons l'annulation de ces paiements ; ce qui permettra d'abolir le prix du gaz et de mieux payer le personnel.

Concluons enfin, pour nos responsables staliniens et réformistes : « Le syndicalisme peut, par son action, soutenir un homme, mais il ne repose pas sur les qualités personnelles d'un responsable, même s'il est très compétent et cohérent et réfléchi de tous vout bien même un Marcel Paul.

Un groupe de révélateurs et d'ouvriers.

### LE BOURGET

#### A la Compagnie Electro-Mécanique

Les travailleurs de la Compagnie Electro-Mécanique en ont assez des salaires de famine qui sont les leurs depuis de nombreux années et ne sais si les camarades du bureau de la section syndicale s'en rendent compte, mais c'est à réaliser. Et les jeunes, qui ont déjà rêgé, Malheureusement, cette réaction s'est manifestée bien souvent dans un mauvais sens. A la reprise des salaires, un certain nombre de camarades ont refusé de reprendre cette carte en disant que les responsables ne faisaient rien pour les défendre. Camarades ouvriers, l'organisation syndicale ce n'est pas pour se désolidariser, c'est pour défendre. En conséquence, la solution pour la C.G.T. est la défense du programme de leurs revendications. Les temps et le système de rendement ont soulevé la colère d'un certain nombre de camarades. Le fait de cette colère prouve surtout que les salaires de base des ouvriers de la Compagnie Electro-Mécanique sont trop bas. L'objectif de la lutte est maintenant d'arracher au patron un salaire minimum qui soit vital pour les travailleurs.

Au début de 1945, la C. G. T. a obtenu un minimum vital de 23 fr. de l'heure et 4.000 fr. par mois. Depuis cette époque le coût de la vie a augmenté de 20 p. 100. Le salaire de 23 fr. correspond à un salaire de 61 fr. 10 de l'heure et 10.640 par mois. Or est passée la différence ? Les ouvriers le savent bien. Dans le bulletin des patrons et il faut la leur rendre.

### NANTES

#### Grève de 24 heures des dockers

Pour protester contre l'absence des mesures de sécurité dans le port de Nantes, les dockers, portefaix et ouvriers du port ont fait grève pendant la journée du 17 janvier.

Ils ont pris cette décision à la suite d'un accident mortel survenu par la rupture des mailles d'une chaîne de grue dont la benne écrasa un dockeur.

### BILLANCOURT

#### A l'usine d'aviation S.M.C.A.C.

A l'usine d'aviation de la S.M.C.A.C. de Billancourt (et probablement dans d'autres usines d'aviation), une note de la direction a été affichée demandant des ouvriers volontaires pour partir en Indochine travailler à l'entretien du matériel, en particulier des ajusteurs, metteurs au point, etc., spécialisés sur les « Spitfire » et « Dakota ».

Les ouvriers doivent accueillir comme il convient de telles propositions. Ils feront matériellement tout leur possible pour empêcher, par tous les moyens, qu'un seul ouvrier de leur usine ne parte aider en Indochine à mater un peuple en

## LES CONFLITS DE TRAVAIL 1946

Le ministère du Travail vient de publier les statistiques des conflits de travail en novembre. Leur nombre s'élève à 29, alors qu'il était de 88 en septembre et de 36 en octobre.

Une première observation s'impose : les conflits qui se sont produits dans l'agriculture, les mines, les transports, les services publics, les administrations n'ont pas été relevés.

Avant de passer à une étude plus détaillée des chiffres, il est nécessaire d'indiquer d'abord que les statistiques publiées par le ministère du Travail sont, en matière de grève, toujours assez loin de la réalité. En effet, les services officiels ont intérêt à amoindrir l'importance de la résistance que les travailleurs opposent à l'exploitation patronale. Il faut tout de même tenir compte du « produit d'abord ».

Compte de, il arrive très fréquemment que les inspecteurs du Travail ne sont pas informés des mouvements de grève rapidement solutions, qui ne nécessitent pas leur intervention.

### L'évolution des mouvements

Le tableau ci-dessous donne une idée de l'évolution des conflits de travail. Voici les conclusions qu'on peut en tirer :

- 1° Le nombre de grèves a diminué par rapport aux deux mois

MOIS	Nombre de conflits	Nombre d'établissements intéressés	Effectifs des grévistes	Effectifs des entreprises	% de participation aux grèves	Nombre de journées de travail perdues
Septembre	98	377	29.519	43.100	68,6 %	52.800
Octobre	36	138	5.220	23.149	22,5 %	8.882
Novembre	29	138	15.411	46.322	33,3 %	28.618

précédents, nous rappelons que tous les conflits n'ont pas été enregistrés : 2° le nombre d'établissements touchés est le même qu'en octobre alors que celui des grévistes a triplé ; 3° les journées de travail ont plus que triplé également ; 4° le pourcentage de participation aux grèves est de 33,3 % de l'effectif total des entreprises en cause.

Sur les chiffres fournis nous pouvons tirer comme conclusion que si le nombre de conflits est en baisse, les mouvements tendent à s'élargir et à gagner en profondeur. Les revendications portent de leur caractère particulier, un certain nombre d'entre elles sont reprises par des couches plus larges d'ouvriers travaillant dans des entreprises diverses.

### La cause des conflits

Sur 29 conflits enregistrés, 25 ont eu pour origine une augmentation des salaires. La statistique du ministère du Travail signale parmi les conflits les plus importants :

- La grève générale d'une in-

### Les résultats

Sur 29 grèves, 26 sont terminées par un échec, 2 par une réussite, 17 par une transaction. Les résultats de 4 ont été mal définis. On peut donc dire que dans 19 cas, malgré les arrêtés rigides sur les salaires, les ouvriers ont obtenu grâce à leur lutte, une augmentation.

Il est nécessaire cependant d'observer qu'il arrive souvent que cette augmentation porte sur l'accroissement du taux du boni.

Dans ce cas, les ouvriers, bien qu'ils augmentent leurs salaires, accroissent en fait leur exploitation.

Par contre, ce qui est nouveau, c'est que dans plusieurs usines, une revendication commune a été reprise : celle des 5 francs de l'heure. Comme nous le signalons dans le bulletin de l'heure, et c'est encore plus vrai, c'est que les conflits du travail tendent à perdre leur caractère particulier, à faire leur caractère majoritaire des cas, les revendications en avant ne portent que sur des objectifs larges intéressants l'ensemble de la classe ouvrière, tels le minimum vital et l'échelle mobile des salaires.

Ajoutons enfin que les luttes sont engagées non avec l'accord de la direction syndicale, mais contre elle.

Michèle MESTRE.

## l'acompte provisionnel et les petits fonctionnaires

Le gouvernement vient d'accorder aux fonctionnaires un acompte variant de 8.000 à 180.000 francs pour les catégories supérieures à 400.000 francs. Ainsi le fonctionnaire débutant à Paris verra son traitement mensuel de 6.500 francs augmenté de 650 francs, alors que celui du haut fonctionnaire sera majoré de 15.000 francs.

Les hautes fonctions exigent certaines aptitudes, on peut donc objecter que la rémunération doit se trouver plus élevée.

Mais à l'intérieur d'une même catégorie, pour l'accomplissement du même service, l'acompte varie assez sensiblement entre le salaire de début et le maximum.

Dans les P.T.T., pour la catégorie « employés », facteur, chargé, manutentionnaire, le traitement échelonné avant guerre de 9.000 à 11.500 francs. Aujourd'hui il est de 36.000 à 60.000 francs. La différence de salaire entre le débutant et son collègue au maximum est de 2.500 à 24.000 francs.

L'acompte accordé à l'auxiliaire ou au jeune facteur est de 8.000 francs, ce qui porte le traitement à 44.000. Le facteur du maximum touchera un acompte de 34.000 et son ainsi son traitement passer à 94.000.

Ces deux camarades travaillant sur le même quartier touchent cependant un salaire différent de 50.000 francs.

Dans le projet présenté par les organi-

sations de fonctionnaires, l'écart est encore plus grand. L'acompte demandé à 36.000 francs est de 5.600 francs ; pour 60.000 francs, il est de 50.000 francs, ce qui nous donne pour cette catégorie un échelonnement de 41.600-110.000 francs, d'où une différence de traitement de 68.400 francs entre le début et le maximum.

Les dirigeants syndicaux font ressortir comme substantielles les indemnités accordées aux échelons de sommet. Pratiquement la politique du « divier pour régner ». Pour arriver au maximum, il faut vingt ans de fonctions, mais pour le jeune débutant, les difficultés sont immédiates, le beaufort est pour lui aussi cher que pour son collègue ancien ; il lui faut, en outre, monter son ménage et le plus souvent, faute de trouver un logement, il est contraint de louer à l'hôtel.

La meilleure solution serait évidemment l'application du principe « à travail égal, salaire égal ». Mais en s'en tenant au régime d'échelonnement de traitement, l'éventail entre le début et le sommet est déjà assez largement déployé. L'acompte doit être égal pour les agents d'une catégorie, accomplissant le même travail. Le fonctionnaire débutant doit toucher la même indemnité que son collègue au maximum.

LONGUAUD.

## 88 milliards de recettes à la S.N.C.F.

La S.N.C.F. évalue ses recettes à 88 milliards pour l'année 1946. Ce chiffre présente une augmentation de 83 milliards, soit 148,6 % en plus. Tandis que les cheminots vivent toujours avec un salaire de famine, les magnats de la S.N.C.F. touchent 6 % de dividende, et les usagers ont vu encore une fois les tarifs augmentés massivement à la fin de 1946.

## AUX GALERIES LAFAYETTE

maître qui se partage entre tout le personnel vendeur ou non, sur le chiffre d'affaire total de la maison.

« Je m'en vais au rayon du blanc où il y a un monde fou. Les vendeuses sont très affairées. J'arrive parfois à échanger quelques mots avec une jeune vendeuse.

« Je débute, me dit-elle, voilà deux mois que je suis dans la maison, je gagne cinq mille trois cents francs par mois, heureusement que je suis chez mes parents, sans cela je ne sais pas comment je me débrouillerais.

« Je parle à plusieurs vendeuses qui ont quinze, dix-huit, vingt-quatre ans de présence aux Galeries, celle qui gagne le plus atteint sept mille quatre cents francs par mois.

« Des affaires d'or

« Et, comme me le faisait remarquer le délégué du Comité d'entreprise, les grands magasins font des affaires. La Vie Financière du 16 janvier annonçait une



La situation des employées des Galeries, d'ailleurs, n'est pas spéciale à cette maison. Il est de même pour tous les autres grands magasins. Des conversations que j'ai eues avec les vendeuses du Printemps et du Louvre m'ont permis de saisir les salaires existant dans les grands magasins. Voilà pourquoi les employés restent attachés à leur maison : elles savent qu'elles ne trouveront pas mieux ailleurs et qu'en partant elles perdent le bénéfice de la prime d'ancienneté.

Pour conclure, il est nécessaire de parler des employés des basses catégories comme les manutentionnaires qui n'arrivent pas à atteindre six mille francs par mois. Aux Galeries, une vendeuse me citait le cas d'un manutentionnaire, père de trois enfants qui, avec vingt-cinq ans de maison, gagnait cinq mille trois cents francs par mois.

M. PERRIN.

### Une gestion scandaleuse

Parce que l'Etat laisse l'exploitation des gisements entre les mains d'une entreprise privée, la Régie autonome des pétroles, dont la gestion capitaliste est orientée, non pas vers la satisfaction des besoins mais vers le profit.

Cette gestion est d'ailleurs scandaleuse d'incompétence. Les prix de revient sont énormes et le pétrole est gaspillé. C'est ainsi que, malgré l'avis des ingénieurs qui avaient prévu le doublement du pipeline, l'on a acheté des dizaines de kilomètres de tuyaux de 8 cm. qui ont été démontés. Les dépenses de décompression du gaz nécessitant des tuyaux de 12 cm. 1/2. Et lorsqu'on a acheté ces tuyaux, on n'a pas eu le soin de vérifier si leur qualité était suffisante.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

Si leurs dirigeants leur avaient donné les directives qui s'imposent, ces directives auraient été suivies, mais les cadres hauts et bas, quelques exceptions près, sont restés muets, et si des camarades ont posé la question de solidarité dans les conseils techniques, ils ont été vite réprimés par des arguments qui ne font pas honneur à ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière.

Le premier, c'est que les rotativistes de la presse ne sont pas, comme on le dit, des hommes qui ont perdu la tête. Ils ont une belle occasion d'unité, car cette attitude n'encourage pas, car elle a pour effet de leur faire perdre le moment s'en fera sentir.

<